

Réponse à la lettre de M. Larrouturou.

par la section SNCSNESup/FSU Orsay Plateau

Dans sa lettre aux personnels, M. Larrouturou indique à juste titre que le gouvernement a toujours soutenu son action, et notamment son "Projet pour le CNRS", et qu'il est limogé par suite d'une "révolution de palais".

M. Larrouturou, qui se décrit de manière assez positive ("un dirigeant qui a de la vision et qui sait bien s'entourer") se prévaut invariablement du soutien des personnels, au point de faire état d'un soutien syndical à sa politique, alors que le SNCS, le SNESup, le SNTRS ont émis des critiques fondamentales à son projet et son action.

Il est vrai que M. Larrouturou a organisé en 2003 et 2004 plusieurs débats avec les représentants des personnels (membres du Comité National, etc.) pour présenter sa politique. A chaque fois, à la suite d'un feu roulant de critiques portant sur tout ou partie de son texte, il se déclarait conforté par un accord général!

Pour sa part, notre section SNCSNESup Orsay Plateau a travaillé en profondeur sur le "Projet Larrouturou-Mégie" et a exprimé sa position dans un texte visible sur le site intranet SNCSNESup du laboratoire (<http://www.lps.u-psud.fr/SNCS/>).

Rappelons en les traits essentiels:

--derrière la paille d'un vocabulaire lyrique (projet audacieux, belle ambition, etc.) la réalité d'un programme de déclin du CNRS, inscrit dans une pénurie budgétaire durable, conçue comme une donnée intangible. Sa lettre de janvier 2006 confirme ce conformisme, au motif, bien réactionnaire celui là, que les "finances publiques sont exsangues". Rappelons que cela n'empêche pas le "pacte pour la recherche" de prévoir d'importantes aides directes ou fiscales à la recherche industrielle privée, sans contrôle public...

L'objectif de déclin du CNRS est revendiqué par Larrouturou dans sa lettre: "Il faut affirmer que **le CNRS n'est pas le bateau-amiral de la recherche française**". Audace stupéfiante, en vérité! Ce déclin se programme sur plusieurs plans:

***arrêt du soutien CNRS aux petites équipes, notamment universitaires.

Regroupement des unités en gros labos

***rupture explicite avec la notion de développement d'un front continu de connaissance. Derrière l'apparent bon sens ("on ne peut pas tout faire") se profile l'abandon de secteurs disciplinaires entiers.

***diminution de l'emploi chercheur statutaire stable (baisse initialement programmée à 1% par an jusqu'en 2012, puis stagnation des effectifs acceptée à la suite du mouvement des chercheurs)

***développement de la précarité, avec la création prévue (reprise dans le "pacte pour la recherche") de CDD pour aboutir à 15% des effectifs CNRS en CDD en 2010. Notons au passage que cette politique anti-féministe implique une baisse importante de la présence de femmes dans la recherche, comme le montrent tous les pays où domine l'emploi chercheur sur CDD. Plus généralement, cette copie des aspects négatifs des modèles anglais et allemand entraînera une désaffection accrue des jeunes pour les carrières scientifiques.

***recul sérieux de la représentation du milieu dans les instances du CNRS (de 66% à 50 %, avec nomination des présidents de section par le directeur général). Ce qui se comprend, si l'on veut appliquer une politique contraire à l'intérêt général.

*** blocage des carrières au passage CR/DR

***définition étriquée de priorités scientifiques (seul thème concernant la physique: les nanosciences)

***démantèlement des outils d'une politique de recherche par le découpage régional

du CNRS

Toute cette politique "ambitieuse", "audacieuse", de déclin est justifiée par le souhait d'un développement de la recherche universitaire. Excellent objectif! Mais à budget constant, le développement de la recherche universitaire implique le déclin du CNRS, alors que 80 % de ses équipes sont implantées en milieu universitaire. En réalité, les structures actuelles des Universités les rendent incapables de développer une politique scientifique nationale. La réforme de Larroutourou aboutit à casser un outil qui marche, sans garantie d'en avoir un autre qui le remplace.

Décidément non, le chagrin du départ de M. Larroutourou ne nous étouffera pas. Mais nous savons que quelle que soit la bonne volonté, réelle ou supposée de la nouvelle présidente du CNRS, il nous faudra lutter pour imposer le développement d'un CNRS et d'une Université dotés des moyens nécessaires à leur mission

Adopté par la section Orsay Plateau du SNCSNESup/FSU le 26-01-2005.